

Brochure n° 3014

**Convention collective nationale**

IDCC : 2336. – **ORGANISMES GESTIONNAIRES  
DE FOYERS ET SERVICES  
POUR JEUNES TRAVAILLEURS**  
**(6<sup>e</sup> édition. – Mars 2004)**

**AVENANT N° 12 DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2004**  
**RELATIF AUX TAUX DE COTISATION POUR LES RÉGIMES DE PRÉVOYANCE  
RISQUE DÉCÈS, ARRÊT DE TRAVAIL ET FRAIS DE SANTÉ**

NOR : *ASET0550050M*  
IDCC : *2336*

**Article 1<sup>er</sup>**

*Taux de cotisation pour le régime de prévoyance  
« risque décès et arrêt de travail »*

Les dispositions du présent article annulent et remplacent l'article 17.10 de la convention collective nationale des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs du 16 juillet 2003.

	TRANCHE A	TRANCHE B
<b>Cotisations à charge du salarié :</b> – Incapacité temporaire totale et maternité ....	0,42 %	1,07 %
<b>Cotisations à charge de l'employeur :</b> – Décès, invalidité permanente totale et allocation obsèques non cadre ..... – Décès, invalidité permanente totale et allocation obsèque cadre ..... – Invalidité permanente totale ou partielle ....	0,18 % 0,53 % 0,60 %	0,18 % 0,53 % 1,20 %

## Article 2

### *Taux de cotisation pour le régime de prévoyance « Frais de santé »*

Les dispositions du présent article annulent et remplacent l'article 18-5 de la convention collective nationale des organismes gestionnaires de foyers et services pour jeunes travailleurs du 16 juillet 2003.

*(En euros.)*

	RÉGIME général	RÉGIME Alsace Moselle
Cotisation totale .....	51,00	28
Part de la cotisation totale à charge du salarié	26,50	14
Part de la cotisation totale à charge de l'employeur .....	26,50	14

Chaque année, au 1<sup>er</sup> juillet, la cotisation « frais de santé » est réétudiée en tenant compte de l'indice d'évolution annuelle des soins de santé, calculée par le régime général de la sécurité sociale et des résultats comptables constatés du régime.

## Article 3

### *Modalités de révision et de versement des cotisations*

Les taux de cotisation ne peuvent être modifiés qu'après présentation des résultats comptables du régime et concertation entre l'organisme gestionnaire et la commission nationale paritaire de gestion.

Les cotisations dues par les salariés sont prélevées mensuellement par l'employeur sur la feuille de paie.

A la fin de chaque trimestre civil, l'employeur versera à l'organisme gestionnaire l'ensemble des cotisations calculées au cours du trimestre échu.

D'autre part, afin qu'un salarié radié du personnel puisse bénéficier de la garantie prévue à l'article 18.4, la cotisation correspondante pour les 6 mois doit être versée.

## Article 4

### *Accord d'entreprise*

Aucun accord d'entreprise ne peut comporter des dispositions moins favorables aux salariés que le présent avenant.

## Article 5

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant prendra effet en application des dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

## **Article 6**

### *Révision. – Dénonciation*

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales en respectant un préavis de 3 mois, la dénonciation devra être accompagnée d'un nouveau projet par la partie ayant dénoncé cet avenant.

## **Article 7**

### *Extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisation patronale :**

Syndicat national employeur des foyers et services pour jeunes travailleurs (SNEFOS-JT).

### **Syndicats de salariés :**

Fédération santé et sociaux CFTC ;

Fédération de santé et services sociaux CFDT ;

Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC ;

Union nationale de syndicats et sections syndicales des salariés des foyers et services pour jeunes travailleurs CGT (UNS-CGT-FJT).